arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture du 29 août 1958 (13 safar 1378), et qu'un délai de un mois lui a été imparti pour l'accomplissement de ces obligations;

Attendu que la dite société s'est refusée à s'acquitter de sa contribution dans les délais et conditions fixés par l'arrêté précité;

Vu l'avis des Secrétaires d'Etat aux Finances et à l'Agriculture,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — Sont expropriées, sans indemnité, au profit de l'Etat, par application de l'article 3 de la loi précitée n° 58-63 du 11 juin 1958 (23 doul kaada 1377), et affectées en pleine propriété à l'O.M.V.V.M., par application de l'article 4 de la loi précitée n° 58-76 du 9 juillet 1958 (21 doul hidja 1377), les parcelles de terre nue d'une superficie totale de 296 ha 99 ares 12 centiares, appartenant à la Société dite « Omnium Immobilier Tunisien », objet des titres fonciers n° 6.278, 15.070 et 16.459, telles qu'elles sont figurées et délimitées sur le plan annexé au présent décret.

La superficie ainsi expropriée représente la contribution de la dite Société sur les terres nues, relevant des dits titres fonciers, telle qu'elle a été établie par application de l'article 2

de la loi susvisée n° 58-63 du 11 juin 1958 (23 doul kaada 1377).

ART. 2. — Sont également expropriés tous les droits mobiliers ou immobiliers qui grèvent ou pourraient grever le dit immeuble.

ART. 3. — L'expropriation est déclarée urgente. La prise de possession interviendra dès la publication du présent décret.

ART. 4. — Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et le Président Directeur Général de l'Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Mejerda, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 12 novembre 1958 (29 rabia II 1378).

Pr le Président de la République Tunisienne

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,

et par délégation,

BAHI LADGHAM.

DEFENSE ET RESTAURATION DES SOLS

Arrêté des Secrétaires d'Etat aux Finances et à l'Agriculture du 3 novembre 1958 (20 rabia II 1378) fixant les conditions d'attribution d'avances et de subventions de l'Etat, en exécution du décret du 6 octobre 1949 (13 doul hidja 1368) relatif à la défense et à la restauration des sols.

Les Secrétaires d'Etat aux Finances et à l'Agriculture,

Vu le décret du 30 juillet 1936, (8 safar 1355), portant organisation des groupements d'intérêt hydraulique;

Vu le décret du 6 octobre 1949 (13 doul hidja 1368) relatif à la défense et à la restauration des sols et notamment ses articles 10 et 11, tel qu'il a été modifié par le décret du 29 mars 1956 (16 chaabane 1375).

Vu le décret du 15 mars 1951 (6 djoumada II 1370) relatif aux Associations Syndicales de propriétaires;

Vu l'arrêté du 23 août 1951 (20 doul kaada 1370) relatif aux conditions d'attribution d'avances de l'Etat en exécution du décret du 6 octobre 1949 (13 doul hidja 1368).

Arrêtent :

ARTICLE PREMIER. — Les Associations Syndicales de propriétaires, les associations d'intérêt collectif, les groupements coopératifs et les particuliers qui entreprennent des travaux de défense et de restauration des sols, peuvent recevoir des subventions et des avances remboursables sur les crédits prévus à cet effet au Budget, dans les conditions ci-après :

ART. 2. — Le taux des avances et subventions est fixé dans les différents cas par le tableau ci-dessous :

	MONTANT DE LA DEPENSE POUR LA TOTALITÉ DE LA PROPRIÉTÉ	MOYEN D'EXÉCUTION	SUBVENTION	AVANCE	AUTO- FINANCE- MENT
Membre d'une Association syndicale ou d'une Association d'intérêt collectif..	Tranche inférieure ou égale à 300 dinars.....	Main	70 %	30 %	—
		Machine ...	50 %	50 %	—
	Tranche comprise entre 300 et 3.000 dinars..	Main	40 %	60 %	—
		Machine ...	30 %	70 %	—
	Tranche, au-dessus de 3.000 dinars.....	Main	20 %	40 %	40 %
		Machine ...	10 %	30 %	60 %
Particulier effectuant lui-même les travaux.....	Tranche inférieure ou égale à 300 dinars.....	Main	70 %	—	30 %
		Machine ...	30 %	—	70 %
	Tranche comprise entre 300 et 3.000 dinars.	Main	40 %	—	60 %
		Machine ...	20 %	—	80 %
	Tranche au-dessus de 3.000 dinars.....	Main	20 %	—	80 %
		Machine ...	10 %	—	90 %
Particulier.....	Tranche inférieure ou égale à 300 dinars.....	Machine ...	50 %		50 %
	Tranche comprise entre 300 et 3.000 dinars..	Machine ...	30 %		70 %
	Tranche au-dessus de 3.000 dinars.....	Machine ..	10 %		90 %
Groupement coopératif....		Main	80 %	20 %	
		Machine ...	60 %	40 %	

Les taux ci-dessus indiqués sont fixés chaque année par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et du Secrétaire d'Etat aux Finances, chaque tableau restant applicable jusqu'à parution d'un nouvel arrêté.

Les dépenses à prendre en compte pour l'estimation des travaux effectués par les particuliers eux-mêmes sont calculées en appliquant aux quantités d'ouvrages réellement exécutées, les prix unitaires fixés par un barème établi pour chaque année, par le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, après avis du Secrétariat d'Etat aux Finances.

ART. 3. — Le montant de chaque prêt ou subvention ne peut excéder l'estimation du projet approuvé par le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture.

L'amortissement des avances s'effectue comme suit :

1° pour les prêts ou avances intéressant des cultures annuelles ou de plantations en rapport :

— en cinq annuités de la 3^e à la septième année comprise.

2° pour les prêts ou avances intéressant des plantations à créer :

— s'il s'agit d'oliviers, en 13 annuités allant de la 13^{ème} à la 25^{ème} année comprise sauf dans les gouvernorats de Tunis, Cap Bon, Béja, Le Kef, Bizerte, Souk-El-Arba, où ce remboursement s'effectuera en 10 annuités allant de la 10^{ème} à la 20^{ème} année.

— s'il s'agit d'autres espèces d'arbres fruitiers, en 8 annuités allant de la 7^{ème} à la 14^{ème} année comprise, sauf dans les gouvernorats susvisés où ce remboursement s'échelonnera de la 5^{ème} à la 12^{ème} année comprise.

3° pour les prêts ou avances intéressant des jeunes plantations non encore en rapport :

— s'il s'agit d'oliviers, en 13 annuités allant de la 13^{ème} à la 25^{ème} année comprise, suivant la date de plantation, sauf dans les gouvernorats susvisés où ce remboursement s'effectuera en 10 annuités allant de la 10^{ème} à la 20^{ème} année.

— s'il s'agit d'autres espèces d'arbres fruitiers, en 8 annuités allant de la 7^{ème} à la 14^{ème} année comprise, suivant la date de plantation, sauf pour les gouvernorats susvisés où ce remboursement s'échelonnera de la 5^{ème} à la 12^{ème} année comprise.

ART. 4. — L'aide de l'Etat, par l'attribution de subventions, prêts ou avances, sera accordée en priorité aux agriculteurs qui prendront l'engagement de procéder avec leurs propres moyens, aux aménagements complémentaires suivants :

— labours en courbe de niveau sur une superficie au moins égale à celle mise en œuvre,

— intercalation de bruyères, chaumes, sauf autorisation préalable du Service de la P. A. V. ou Secrétariat d'Etat à l'Agriculture.

— s'il y a lieu, boisement d'une superficie inférieure ou égale au 1/10^e de la superficie totale de la propriété, les plants étant fournis gratuitement par le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture (pépinières du service des Forêts).

ART. 5. — Les travaux faisant l'objet des subventions, prêts ou avances, doivent être exécutés conformément aux règles de l'art et aux dispositions des projets approuvés et être achevés dans un délai de deux ans à dater de l'attribution.

En cas d'inexécution de tout ou partie des travaux, ou de réaffectation détournée des aménagements prévus ou de non utilisation des travaux pour un objet prévu dans un délai de 3 ans ou de non application des engagements pris conformément à l'article 5 ci-dessus, le remboursement des frais d'études, d'une part, des subventions ou avances, d'autre part, devient immédiatement exigible et la somme correspondante porte intérêt à 7 % depuis la mise à la disposition des bénéficiaires.

ART. 6. — En cas de vente du fonds avant remboursement intégral du montant des avances, le solde de ces avances, ainsi qu'une partie de la subvention calculée proportionnellement au solde de l'avance, devient immédiatement exigible. Toutefois, le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture pourra, après enquête, et en considération des cas particuliers, autoriser l'acheteur à se substituer au vendeur dans la convention qu'il a conclue avec l'Etat, pour le remboursement échelonné de ces avances.

ART. 7. — L'arrêté susvisé du 23 août 1951 (20 doual kaada 1370), est abrogé.

ART. 8. — Le présent arrêté entrera en vigueur, dès sa publication au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Tunis, le 3 novembre 1958

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence :
Secrétaire d'Etat aux Finances, p.l.,

BAHI LADGHAM.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
MAHMOUD KHIARI.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,
BAHI LADGHAM.

SECRETARIAT D'ETAT AUX TRAVAUX PUBLICS ET A L'HABITAT

REMUNERATION DE TECHNICIENS

Arrêté des Secrétaires d'Etat aux Finances et aux Travaux Publics et à l'Habitat du 29 août 1958 (13 safar 1378) relatif au Fonds National d'Amélioration de l'Habitat.

Les Secrétaires d'Etat aux Finances et aux Travaux Publics et à l'Habitat,

Vu le décret du 23 août 1956 (16 moharem 1376), instituant un Fonds National d'amélioration de l'Habitat, tel qu'il a été modifié par le décret du 20 décembre 1956 (17 djoumada I 1376) ;

Vu le décret du 16 novembre 1956 (12 rabia II 1376) fixant les modalités de gestion et de fonctionnement du Fonds National d'amélioration de l'Habitat ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1956 (18 djoumada I 1376) pris pour l'application du décret du 23 août 1956 (16 moharem 1376) susvisé.

Arrêtent :

L'article 17 (Section IV) de l'arrêté susvisé du 21 décembre 1956 (18 djoumada I 1376) est complété ainsi qu'il suit :

Article 17. —

« Pour des opérations d'ensemble groupées à l'initiative de l'Administration, dans le cadre de l'article 14 (2^e section), le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics et à l'Habitat pourra désigner dans le secteur privé, des techniciens quantifiés rémunérés par le F.N.A.H., sur présentation de mémoires visés par l'ordonnateur du Fonds, chargés de toutes études, ainsi que de la préparation et de l'établissement des demandes visées ci-dessus.

« En cas d'opérations groupées à l'initiative des intéressés, ces derniers devront donner leur adhésion écrite au groupement constitué dans ce but.

« Les travaux retenus pourront faire l'objet d'adjudication pour leur ensemble.

« La rémunération des techniciens, ainsi que toutes dépenses résultant du concours de ces derniers aux opérations susvisées, devront faire l'objet d'une décision de la Commission Nationale d'Amélioration de l'Habitat, agissant dans le cadre des dispositions du décret du 16 novembre 1956 (12 rabia II 1376).

Tunis, le 29 août 1958.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères :
Secrétaire d'Etat aux Finances, p.l.,

SADOK MOKADDEM.

Le Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics
et à l'Habitat,

ANDRÉ BAROUCH.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence,
BAHI LADGHAM.